

L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PROCESSUS LDC5

La cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ([LDC5](#)) se tiendra du 23 au 27 janvier 2022 à Doha, au Qatar. Lors de cette conférence, les États membres conviendront du prochain programme d'action décennal pour les pays les moins avancés (PMA), qui contribuera à orienter les politiques et le soutien apporté aux PMA par le système des Nations Unies et les partenaires de développement, ainsi qu'à informer les politiques et plans de développement nationaux et locaux. Ce document final devra également aider à mobiliser la société civile et le secteur privé pour qu'ils plaident, contribuent et agissent dans les domaines prioritaires clés.

Un processus préparatoire complet menant à la conférence LDC5 est déjà en cours et se poursuivra jusqu'à ce que la conférence ait lieu en janvier 2022. L'OHRLLS a été désigné comme le point focal des Nations Unies pour la conférence LDC5, et joue donc un rôle de coordination dans tous les aspects de l'organisation de la conférence et du processus préparatoire.

La résolution 75/227 de l'Assemblée Générale souligne l'importance d'une participation effective de la société civile et invite les organisations non gouvernementales, dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC, à participer au processus préparatoire et à la conférence LDC5 elle-même. Dans cet esprit, nous recherchons un engagement fort de la part des représentants de la société civile du monde entier, en particulier des pays les moins avancés, à s'engager dans le processus afin de partager leurs expériences et de faire entendre leur voix aux États membres et aux autres parties prenantes.

Processus préparatoire

Le processus préparatoire de LDC5 est basé sur des examens de fond au niveau national, régional et mondial de toutes les [priorités du Programme d'action d'Istanbul \(PAI\)](#), impliquant toutes les principales parties prenantes du PAI. Les résultats de ces examens inclusifs et à large assise alimentent les travaux du Comité préparatoire intergouvernemental (PrepCom), dont le mandat est de convenir des éléments du nouveau programme d'action pour les PMA qui seront ensuite finalisés et adoptés par la Conférence de Doha. La [session d'organisation de LDC5](#), qui a eu lieu le 8 février 2021, a élu le Bangladesh et le Canada comme les deux co-présidents du bureau du PrepCom de LDC5, avec le Qatar, la Turquie, le Malawi, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Népal, la République Tchèque, le Paraguay et Haïti comme autres membres du bureau.

Il se réunit selon le calendrier révisé suivant :

- 1^{ère} session : 24-28 mai 2021
- 2^{ème} session : 26-30 juillet 2021.

La participation de la société civile aux deux réunions du Comité préparatoire sera déterminée par le statut consultatif d'une organisation auprès de l'ECOSOC et/ou par le fait que l'organisation ait été accréditée ou non pour la Conférence LDC-IV ou l'Examen de mi-parcours des PMA.

Engagements informels avec la société civile

Outre les réunions officielles, deux **réunions d'examen régionales** ont été programmées. [L'examen régional pour l'Afrique](#) (couvrant également Haïti) s'est tenu virtuellement du 22 au 26 février 2021, accueilli par le gouvernement de la République du Malawi, en tant que président du groupe des PMA, et la CEA-ONU. La réunion a adopté une déclaration politique des ministres des PMA africains, qui décrit les composantes d'un partenariat renouvelé pour le développement durable entre les PMA africains et leurs partenaires de développement. Plus de 100 représentants de la société civile étaient inscrits pour participer à la réunion d'Examen régionale pour l'Afrique.

L'examen pour l'Asie-Pacifique est co-organisée par l'OHRLLS avec le gouvernement du Bangladesh et la CESAP, et se déroulera en format hybride du 28 juin au 2 juillet 2021.

Ces deux examens impliquent tous les PMA, leurs partenaires de développement, diverses entités du système des Nations Unies et les parties prenantes de la société civile.

La société civile aura également l'occasion de consulter les États membres des Nations Unies à différents moments du processus de préparation.

Le premier de ces moments sera une consultation menée par les co-présidents du comité préparatoire avant la [Session 1, qui aura lieu le 20 mai 2021](#). Une invitation et les modalités d'inscription seront communiquées aux représentants de la société civile.

Il y aura d'autres occasions pour la société civile de s'engager et de consulter les États membres, à déterminer au fur et à mesure que le processus avance.

Conférence LDC5 et Forum de la société civile

Le Forum de la société civile, qui se déroulera parallèlement à la Conférence LDC5, servira d'espace de délibération clé pour les OSC lors de la Conférence. Il fournira un espace pour coordonner la société civile des PMA, des autres pays en développement et des partenaires de développement afin de soutenir les priorités des populations des PMA. Le Forum de la société civile adoptera une déclaration de la société civile.

Résultats escomptés

- Une déclaration de la société civile lors de la 5e Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), qui souligne les priorités qui soutiennent les Nations Unies et les priorités des PMA.
- Un soutien plus fort à l'agenda des PMA parmi les principales organisations de la société civile dans les discussions politiques internationales au-delà des forums spécifiques aux questions relatives aux PMA.
- Un engagement plus fort de la société civile des PMA dans les processus de l'ONU et dans leurs propres pays en ce qui concerne les priorités des PMA.

Coordination de l'engagement de la société civile

LDC Watch, un réseau d'organisations de la société civile des PMA dirigé par des acteurs de la société civile des PMA, coordonnera l'engagement de la société civile dans le processus préparatoire et à la conférence LDC5, avec le soutien de l'OHRLLS. Ce rôle comprendra la sensibilisation pour s'assurer qu'un large éventail d'organisations de la société civile pertinentes soient représentées dans les discussions et les réunions, la coordination des interventions au nom de la société civile lors des engagements formels et informels avec les États membres (pendant le processus préparatoire et la conférence), et l'organisation du Forum de la société civile.

Si vous avez des questions ou si vous souhaitez faire part de votre intérêt pour participer à la Conférence des PMA et à son processus de préparation, veuillez contacter Mme Erica Carroll-Ogunka du Bureau du Haut Représentant des PMA, des PDSL et des PEID à l'adresse erica.carroll@un.org, ou Mr. Demba Moussa Dembele de LDC Watch à l'adresse ldc-watch@googlegroups.com.